

ENZO TRAVERSO ET ALAIN FINKIELKRAUT,

INTELLECTUELS NOSTALGIQUES

Jean-Charles Szurek

Nostalgiques, pour ne pas dire réactionnaires, au sens où ils expriment, dans des ouvrages récents, un attachement, une fidélité, à des postures et des situations politiques du passé censées faire défaut aujourd'hui¹. Je ne m'inscrirai pas, et je ne les inclurai pas, dans le débat, classique et convenu, qui oppose « réactionnaires » à « progressistes » tant il est vrai que, chez chacun de ces auteurs, chacune de ces dimensions peut être décelée, si l'on s'entend bien sûr sur les mots.

Mais le cœur même de leurs messages suscite en moi une vive opposition.

Commençons par Enzo Traverso dont la thèse est la suivante : « Après avoir été le principal foyer de la pensée critique du monde occidental – à l'époque où l'Europe en était le centre –, les juifs se trouvent aujourd'hui, par une sorte de renversement paradoxal, au cœur de ses dispositifs de domination. Les intellectuels sont rappelés à l'ordre. Si la première moitié du XX^e siècle a été l'âge de Franz Kafka, Sigmund Freud, Walter Benjamin, Rosa Luxemburg et Léon Trotski, la seconde a plutôt été celle de Raymond Aron, Leo Strauss, Henry Kissinger et Ariel Sharon »². Deux événements majeurs accompagneraient cette inversion : la naissance d'Israël « qui a correspondu à la naissance d'un nouveau peuple paria – les Palestiniens – privé de reconnaissance politique et de droits »³ et la présence mémorielle du génocide : « Transformée en

“religion civile” de nos démocraties libérales, la mémoire de l'Holocauste fait de l'ancien peuple paria une minorité protégée, héritière d'une histoire à l'aune de laquelle l'Occident démocratique mesure ses vertus morales »⁴.

Arrêtons-nous sur les quelques idées avancées qui ressemblent fort à celles de certaines composantes de l'extrême gauche française.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs — contrairement à Traverso, j'écris *Juif* avec une majuscule, car elle désigne l'appartenance des Juifs à un ensemble historique qui ne se réduit pas à la religion — ne seraient donc plus le ferment critique et inquiet de l'ordre établi et auraient carrément adopté une posture contraire. Ce sont, pour commencer, les termes de cette proposition qui font problème. Bien qu'il soit présenté comme une Histoire avec un grand H (« Histoire d'un tournant conservateur »), l'ouvrage de Traverso relève davantage de l'essai que d'une convention d'écriture scientifique. Soit dit en passant, il rejoint ainsi les intellectuels qu'il fustige, Alain Finkielkraut ou Bernard-Henri Lévy notamment, traités non comme des auteurs, mais comme des acteurs bien placés dans « l'industrie culturelle » et, de ce fait, disqualifiés aux yeux d'Enzo Traverso. Mais peut-on vraiment parler d'un tournant conservateur à partir de 1945 qui concernerait spécifiquement les intellectuels juifs ? Je suis enclin à penser que les intellectuels juifs, compris ici comme des *penseurs actifs aussi bien dans la Cité que dans le monde juif*, suivent la *tendance générale* de leur société. Si, durant la première moitié du Xx^{ème} siècle, il y

1. Enzo Traverso, *La fin de la modernité juive. Histoire d'un tournant conservateur*, La Découverte, 2013 ; Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse*, Stock, 2013.

2. *Op. cit.*, p.8.

3. *Op. cit.*, p.51.

4. *Op. cit.*, p.49.

eut des Trotski et des Rosa Luxemburg, c'est que l'Europe s'apprêtait à vivre des expériences révolutionnaires. Il est douteux que leur message fût particulièrement juif. Le caractère exemplaire de leur universalisme, résultat de leur posture critique, peut aussi être discuté. Ainsi, il fut longtemps reproché au Parti communiste polonais (KPP), auxquels de nombreux Juifs avaient adhéré, de s'adonner au péché de « luxemburgisme » : on entendait par là la négation des luttes pour l'indépendance nationale au profit de la lutte des classes (« Les travailleurs n'ont pas de patrie », disait-on). Rosa Luxemburg pensait en effet que l'étape de l'indépendance nationale était non seulement une étape inutile pour les classes laborieuses, mais encore pernicieuse, « entravant » leur prise de conscience. Rien d'étonnant que le KPP n'ait jamais pu percer auprès des masses à peine sorties de l'oppression de leur nation – ou de ce qui allait (re) devenir leur nation – par les empires environnants. Plus exactement : l'idée nationaliste fut bien davantage victorieuse que l'idée socialiste. Quant à la « Patrie des travailleurs », elle s'est vite transformée, sous la houlette de Staline, en empire grand-russe bien éloigné de l'internationalisme. Reprendre l'idée de l'universalisme abstrait sans en analyser les conséquences historiques conforte une certaine *Weltanschauung* – moi aussi j'admire les figures de Trotski et Rosa Luxemburg –, mais n'aide guère à faire comprendre pourquoi il faut les convoquer aujourd'hui contre Raymond Aron ou Ariel Sharon (réunis curieusement dans la même phrase).

Pour Traverso, un bon Juif est un juif non-juif selon l'expression d'Isaac Deutscher, c'est-à-dire un individu solidaire des persécutés, mais qui n'a plus rien de juif sauf le lien avec les persécutés (« Je suis juif parce que je ressens la tragédie juive comme ma propre tragédie... » dit Deutscher cité par Traverso). En somme, les juifs (ici petit j comme chez Edgar Morin) qui ont droit à la considération

sont ceux qui, ayant abandonné leur ghetto, « ont tous dépassé les frontières du judaïsme. Ils ont tous trouvé le judaïsme trop étroit, trop archaïque, trop restrictif »⁵. Rosa Luxemburg, rappelle l'auteur, « n'avait plus dans son cœur aucun “recoin spécial” pour le ghetto »⁶. Oui, avant la guerre, cet idéal type d'intellectuel juif a rallié à lui des milliers de Juifs désireux de quitter leurs *shtetl*, la religion, la tradition, et surtout de s'intégrer dans les sociétés englobantes. Nombre d'entre eux ont rejoint les partis communistes, ils sont aussi devenus, même faiblement lettrés, des intellectuels universalistes. Quand l'heure de l'antisémitisme a sonné à nouveau (en URSS et en Pologne après la guerre, en Pologne en 1956 et 1968), certains de ces juifs non-juifs se sont réinterrogés sur leur judéité, sur leurs choix d'universalité et, ô horreur, ont même rejoint l'État juif.

Mais ces Trotski, Luxemburg, grands ou petits, n'étaient pas les seuls Juifs. Enzo Traverso n'utilise que l'article défini : « les » Juifs étaient critiques avant 1945, depuis « les » Juifs sont passés du côté de l'ordre bourgeois, de la domination, etc. L'usage de l'article défini constitue un abus évident qui masque l'existence d'autres groupes politiques, les sionistes de gauche, les bundistes et d'autres. Dans le cas du Bund précisément, principal parti ouvrier en milieu juif en Pologne et en Russie, dont l'aspiration centrale est l'autonomie culturelle, et donc pas le sionisme dénoncé par Traverso, mais le maintien dans le pays où l'on vit, en symbiose avec les autres ouvriers, y a-t-il des intellectuels critiques dignes de figurer dans *La fin de la modernité juive* ? Eh bien non, car ces Juifs là, parlant yiddish, sont loin d'être des juifs non-juifs. Ils ne sont mention-

5. cf. Jean-Charles Szurek, *La Pologne, les Juifs et le communisme*, éd. Michel Houdiard, 2010, en particulier le premier chapitre « Le camp-musée d'Auschwitz en 1989 ».

6. Traverso, *op. cit.*, p.26.

nés que comme antichambre internationaliste à la social-démocratie russe. Le Bund polonais, pourtant massif durant l'entre-deux-guerres parmi les ouvriers juifs, ne mérite ainsi aucune place dans son livre. Ne sont mentionnés ni Vladimir Medem ni Henryk Erlich ni Victor Alter, fameux dirigeants bundistes. Ne seraient-ils pas suffisamment des intellectuels juifs critiques ?

Et après 1945, pas d'intellectuels juifs critiques non plus ? Cette proposition me paraît également fautive. Quid de Daniel Cohn-Bendit ? Peut-être, passant de l'étape libertaire à l'étape libérale, a-t-il cessé d'être fréquentable aux yeux de certains ? Et de Henri Weber, autre leader trotskiste de 68, devenu socialiste ? Et de Benny Lévy qui, dirigeant de la Gauche Prolétarienne, a rallié la religion juive ? N'est-il pas dérisoire d'inscrire leur évolution, personnelle et politique, pour ne prendre que ces exemples emblématiques, dans les nouveaux « dispositifs de domination » ? Ajoutons encore, quand on évoque les combats antitotalitaires à l'Est, les figures d'Adam Michnik ou de Bronislaw Geremek en Pologne, de Janos Kis en Hongrie, de Frantisek Kriegel en Tchécoslovaquie. Laissons à Traverso le soin de vérifier jusqu'à quel point ceux-là étaient, ou sont, Juifs ou juifs non-juifs. Il est vrai aussi, si l'on suit la logique de notre auteur, qu'ils sont passés de la phase oppositionnelle à celle du pouvoir...

On pourrait aussi se demander jusqu'à quel point il importe d'encenser la pensée « critique ». Raymond Aron a été longtemps conseiller du Prince et penseur de droite, publié abondamment au *Figaro*, à *L'Express*. Dans ses démêlés multiples avec les intellectuels marxistes ainsi qu'avec Sartre, n'est-ce pas lui qui eut raison par sa lecture critique du système communiste ? Dire cela n'est pas épouser l'ordre établi et la domination — ce qui caractérisa au fond Aron —, mais inviter à saisir « l'esprit critique » dans son contexte.

Selon Traverso, « la mémoire de l'Holocauste », devenue culte, constitue, pour les Juifs, l'un des attributs essentiels de la transition de l'univers des dominés à celui des dominants avec, de surcroît, la construction d'un repli communautaire (d'un retour délicieux au ghetto en quelque sorte...). « Finalement, écrit Traverso, c'est la mémoire de l'Holocauste qui, cultivée comme une sorte de religion civile des droits de l'homme, a ressuscité chez les juifs un sentiment d'appartenance communautaire, en redessinant le profil d'une minorité qui n'était plus stigmatisée »⁷. La reconnaissance de la Shoah est devenue ainsi un passeport moral et politique de l'ordre européen. Même si ces mots sonnent mal à nos oreilles (« /.../ transformation de la mémoire de l'Holocauste en une sorte de "religion civile" du monde occidental, étalon nécessaire pour mesurer les vertus morales de ses démocraties et test auquel sont soumis les États qui souhaitent intégrer ses institutions politiques »⁸), essayons de comprendre à quoi ils renvoient. Il est incontestable que, depuis trente ans, la reconnaissance du génocide des Juifs, appelée de façon éponyme *Shoah* après le film de Claude Lanzmann, a donné lieu à une institutionnalisation multiforme. Les musées et mémoriaux consacrés à l'histoire des Juifs et à la Shoah se sont multipliés en Europe (à Berlin, Varsovie, Vienne, Bucarest notamment pour ne prendre que ces exemples) et il est vrai que le combat contre l'antisémitisme est devenu un marqueur démocratique de l'Union européenne. Le musée d'Auschwitz, quoique toujours polonais sur le plan administratif

7. *ibid.*, p.117.

8. Cf. Cécile Chambrud, « L'antisémitisme s'étend, selon une enquête », *Le Monde*, 15 novembre 2014. Citations relevées dans cet article. Je laisse de côté la polémique qui a opposé Nonna Mayer à Dominique Reynié sur l'interprétation à donner aux résultats de cette enquête, ne disposant pas d'éléments suffisants pour trancher leur différend.

et financier, a acquis une dimension européenne de par les institutions qui le soutiennent matériellement ou qui lui portent de l'intérêt (je laisse de côté le fait que sa construction antifasciste initiale l'a toujours rendu européen, mais d'une autre manière⁹). Une organisation comme la *Task Force For International Cooperation on Holocaust*, qui regroupe un nombre important de pays européens, joue objectivement un rôle important de socialisation démocratique pour ces États est-européens peu enclins à reconnaître les crimes commis par les générations d'avant.

Accordons par conséquent à Traverso l'idée que le meurtre des Juifs (la Shoah, l'Holocauste) soit devenu le référent majeur du « Plus jamais ça ». Cette situation, faut-il le préciser ? n'est toutefois pas le fait des « Juifs », quels qu'ils soient : nul agent, nulle force, issus de « leurs rangs » n'ont commandité la place éminente qu'occupe la Shoah dans les institutions nationales ou internationales. Soit dit en passant, il faudrait d'ailleurs, pour mieux comprendre ce phénomène, le relier davantage aux multiples formes de la « dictature de la mémoire » (Pierre Nora) qu'à toute autre entreprise. Mais après tout, n'est-il pas compréhensible, pour ne pas dire normal, que l'étendue de ce crime ait été intégrée dans les consciences des esprits démocratiques ? Et l'on ne peut, bien sûr, que déplorer qu'elle soit devenue l'objet d'une concurrence des mémoires, encore que ce phénomène-là soit aussi compréhensible.

Ce qui choque ici surtout c'est que, selon notre auteur, cette reconnaissance du crime accompagne « le tournant conservateur » des Juifs, qu'elle soit lovée en son creux non pas pour en tirer des dividendes, comme le disait naguère Jean-Marie Domenach, mais au profit d'un « sentiment d'appartenance communautaire ». Est-ce vrai ? Si cela est vrai, est-ce condamnable ? Qu'est-ce qu'une

appartenance communautaire ? Tous ces enchaînements, présentés avec évidence, ne vont pas de soi. Le temps n'est pas encore si éloigné où, comme dans *l'Atelier* de Jean-Claude Grumberg, l'information sur le crime circulait sans être vraiment entendue. L'institutionnalisation de la Shoah, traversant la société globale, traverse aussi, forcément, les institutions dites communautaires. Cette institutionnalisation s'inscrit même dans leurs attributions, mais en quoi renforce-t-elle le sentiment d'appartenance communautaire ? Il y a là une confusion entretenue entre communauté organisée – qui ne représente nullement la totalité des Juifs – et communautarisme. Il faut donc clairement dénoncer ce triple amalgame : 1. entre la communauté organisée, dominée effectivement, et depuis toujours, par des politiques de droite, et une population de Juifs dont les rapports à l'identité juive sont complexes, 2. que cette population de Juifs inorganisés s'alignerait, grâce à la nouvelle religion civile, sur ce « sentiment d'appartenance communautaire », 3. que ce mouvement serait l'un des symptômes du « tournant conservateur ».

Tous ces amalgames, habilement mis bout à bout, semblent former une totalité cohérente, mais, déconstruits, ils illustrent la nostalgie de l'auteur pour le passé révolutionnaire des Juifs révolutionnaires (auxquels il ajoute indûment Freud et Kafka – qui ressortissent tout de même à une autre catégorie que Trotsky ou Luxemburg), ces Juifs qui pensaient « contre », contre toutes les dominations.

Il existe encore un segment de cette chaîne, présenté par Traverso comme une bonne nouvelle, sur lequel il faut bien dire un mot tant il peut sembler étrange : *la fin de l'antisémitisme*. « Mis à part ses partisans, de moins en moins nombreux, personne ne regrettera la fin de l'antisémitisme..., écrit Enzo Traverso », s'appuyant

9. Alain Finkielkraut, *op. cit.*, p.9.

pour partie sur les travaux de Michel Wieviorka¹⁰. Le vieil antisémitisme, celui de Drumont et Maurras, serait en déclin au profit d'une « nouvelle judéophobie » qui confondrait antisémitisme et antisionisme. Il y aurait ainsi, attisée par le soutien inconditionnel à Israël des porte-parole officiels des « communautés israélites », une « équation négative qui conduit les antisémites à profaner une synagogue, en y voyant une expression de l'«État juif»»¹¹. Qu'en termes alambiqués ces choses-là sont dites...

Sur un point essentiel, Traverso a raison : dans une part croissante de la société française, de plus en plus soumise aux sirènes xénophobes, c'est bien le rejet de l'Arabe, français ou non, immigré légal ou non, qui se trouve au centre de la haine raciste. Pour autant, l'antisémitisme d'hier – ou de demain ? – se porte bien. L'année 2014 a été fertile à cet égard. Qu'il s'agisse de l'affaire Dieudonné – qui n'est pas mince si l'on songe aux milliers de bons jeunes gens davantage choqués par l'interdiction de son spectacle que par sa teneur antisémite —, des cris de «Juif, la France n'est pas à toi» à la manifestation «Jour de colère» proférés par l'extrême droite le 26 janvier ou des magasins juifs saccagés à Sarcelles par une foule «qui importait le conflit israélo-palestinien», la boucle est bouclée : tous les antisémitismes se sont rejoints mettant à mal la «bonne nouvelle» d'Enzo Traverso. Un sondage réalisé par l'Ifop le confirme : «Les musulmans sont deux à trois fois plus nombreux que la moyenne à partager des préjugés contre les Juifs» et c'est chez les électeurs de Marine Le Pen que «l'on trouve, et de très loin, le plus d'opinions antisémites et xénophobes»¹².

Certes, le livre de Traverso date de 2013, mais ni Dieudonné, ni le négationnisme, ni Merah ni

la mort de Ilan Halimi (bel exemple d'alchimie antisémite pure, archaïque et moderne à la fois soit dit en passant) ne datent d'aujourd'hui. Ce qui est étonnant chez Traverso, c'est sa faculté de passer à côté de l'historicité de l'être juif, donc de l'antisémitisme, lui qui a écrit des ouvrages sur les intellectuels juifs, sur la violence nazie, sur Auschwitz, sur la mémoire. Cette désarmante cécité accompagne un monde idéalisé de Juifs critiques d'hier et sert à dénoncer les «Juifs dominateurs» d'aujourd'hui sans voir qu'il existe toujours des Juifs de gauche, laïcs et surtout pluriels. Et que, en outre, les Juifs dominateurs se déclinent de multiples façons.

Avec Alain Finkielkraut, c'est un autre passé qui est convoqué et chéri, un passé dans lequel se reconnaissent beaucoup de Français si l'on en juge par le succès de son livre et des thèses qu'il soutient. «Dans cette France de naguère, écrit-il, on croyait à la politique»¹³ alors que maintenant «nous faisons notre deuil de l'impossible»¹⁴. L'identité malheureuse, c'est une certaine identité française qui ne reconnaît plus la France d'aujourd'hui, cette France, dit-il, où règne davantage l'argent que les écrivains, les mauvaises manières que la galanterie et surtout la diversité ethnique et ses violences. Sous des habits fleuris, où les auteurs les plus élégants sont appelés pour évoquer la France «qu'on aime», ce vieux pays, le livre est essentiellement une attaque violente contre l'immigration. «... Ce qui nous arrive, ce que nous prenons de plein fouet, avec ce mouvement irrésistible de recomposition et de repeuplement du monde, c'est la crise de l'intégration»¹⁵.

10. *ibid.*, p.17.

11. *ibid.*, p.21.

12. *Ibid.*, p.22.

13. Alain Finkielkraut, *op.cit.*, p.9.

14. *ibid.*, p.17.

15. *ibid.*, p.21

Renaud Camus n'est pas loin. Sont ainsi mentionnés les faits notoires qui ont émaillé ce champ-là du vivre-ensemble : le voile, les piscines séparées, la violence des cités, etc.

On peut concevoir que les transformations de la société française, dues notamment à son européanisation, i. e. à sa place dans l'Europe, et à une présence importante de populations immigrées, provoquent des crispations. La France a, avec l'Angleterre, inventé l'État-nation, elle l'a transmis au monde grâce à cet acte fondateur qu'a été la Révolution française. À l'heure de l'européanisation et de la paix sur notre continent – à l'exception notable de la guerre dans l'ex-Yougoslavie –, l'identité nationale, que les générations précédentes ont acquise de haute lutte, s'impose comme un donné tellement évident que l'histoire de sa construction paraît oubliée. Qui, parmi les jeunes générations, connaît encore les mots de la Marseillaise ou les effets de la guerre de 1870 sur l'appartenance patriotique ? Que des philosophes allemands, tels Jürgen Habermas ou Ulrich Beck (qui n'a pas la faveur de Finkielkraut), se montrent favorables à un patriotisme constitutionnel ou à un cosmopolitisme européens, eux dont le pays a tant souffert des délires nationalistes, devrait réjouir tous ceux qui s'essaient à trouver des traits d'union intra-européens. L'idée qu'une ère post-nationale se développe, avec son imaginaire et ses relations de sociabilité, n'enlève rien à la formation nationale. C'est bien dans la maîtrise de sa langue que chacun construit son "identité" et, si l'on en juge par la profusion annuelle de romans dans l'Hexagone – un critère parmi d'autres, mais important –, il paraît difficile d'y saisir un déclin du français.

Reste la question de l'immigration et de l'intégration, traitée uniquement chez Finkielkraut sous forme d'échecs, surtout scolaires, d'incivilités, de crise sociale. Ne sont jamais pointés les exemples réussis, ne sont montrés du doigt que les zones en

difficulté, la "discordance des usages"¹⁶ selon son expression. Certes, ces difficultés existent et il faudrait être aveugle — cet aveuglement qu'il reproche à ses détracteurs — pour ne pas les voir. Mais *comment* les voir, avec quels yeux ? Faut-il saisir ces Français originaires du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne comme des catégories ethniques non intégrables, inassimilables, qui cultiveraient un projet culturel et religieux islamiste au sein de "nos" banlieues ou comme un prolétariat pauvre, une armée de réserve industrielle selon la formule bien connue, enclavé dans des poches pauvres elles aussi, stigmatisées. À l'heure d'un chômage de masse qui dure depuis trente ans, en particulier dans ces catégories-là de la population, où des générations n'ont connu que sous-emploi et discriminations, comment imaginer pouvoir leur tenir le discours, ô combien rationnel, de l'assimilation et des devoirs des minorités ? Rien d'étonnant que s'y soient formées des microsociétés avec leurs propres codes, machisme, violence et même antisémitisme comme on l'a vu dans les affaires Ilan Halimi et, plus récemment, de Créteil. Mais, encore une fois, à braquer les projecteurs sur les révoltes urbaines, les voitures brûlées ou le voile, c'est détourner les regards de tous les exemples d'intégration réussie : combien de nos concitoyens issus de cette immigration occupent des emplois dans le commerce, dans la culture, la Fonction publique, à l'Université malgré les murs de discriminations qu'ils rencontrent ? Qui occupe les emplois de service les plus durs sinon des immigrés ou des Français fraîchement naturalisés ? C'est détourner le regard sur le fait, il faut le marteler, que le racisme anti-arabe, l'islamophobie – peu importent les mots, la réalité est bien la même – sont devenus une obsession de pans entiers de la société française. Et que l'antisémitisme se développe dans le monde musulman ne change rien à cette situation, qu'il soit alimenté par

16. Ibid, p.22.

le conflit israélo-palestinien ou par les préjugés les plus reculés (“les Juifs ont de l’argent”).

Alors, dans le contexte de cette montée en puissance inouïe de forces réactionnaires (i. e. de celles qui veulent revenir en arrière : au mariage d’avant la loi de 2013, à un rejet des étrangers, de l’Union européenne, etc.) et de luttes sociales majeures en perspective, il faut *choisir son camp*, voir où est l’essentiel. Cesser d’imaginer que “l’identité nationale” serait frappée “d’irréalité” au profit de la “diversité”¹⁷. Penser ainsi, c’est alimenter les peurs de l’inconnu qui traversent la société française en choisissant des boucs émissaires. Désolé de l’écrire aussi banalement, mais à ne dénoncer que “la désintégration nationale” et “les conséquences d’une transformation démographique qui n’a donné lieu à aucun débat, qui n’a même été décidée par personne”¹⁸, c’est s’installer dans la mouvance des partisans de l’idée du Grand Remplacement propagée par Renaud Camus et par l’extrême droite. Si ces forces acquièrent du poids, comme semble le pointer le vent (mauvais) de l’Histoire, tous les regrets nostalgiques des civilités et de la civilisation du temps jadis ne pèseront guère face à la brutalité des revanches néo-maurrassiennes.

Enzo Traverso, Alain Finkielkraut, nostalgiques et réactionnaires donc, Traverso sûrement plus nostalgique. L’un regrette les intellectuels juifs, l’autre est un intellectuel juif, sauf que, dans *L’identité malheureuse*, c’est en intellectuel

17. La phrase exacte est : « Sous le prisme du romantisme pour autrui, la nouvelle norme sociale de la diversité dessine une France où l’origine n’a droit de cité qu’à la condition d’être exotique et où une seule identité est frappée d’irréalité : l’identité nationale », cf. *ibid.*, p.113.

18. *ibid.*, p. 214.

français qu’il s’exprime. Sur le conflit israélo-palestinien, c’est plutôt en intellectuel juif que Finkielkraut prend des positions. Pourquoi juif ? D’abord parce qu’il revendique souvent un héritage juif, ensuite parce que nombre de ses livres (*Le Juif imaginaire*, *L’avenir d’une négation* et d’autres) attestent de sa préoccupation, de son souci pour l’être et le devenir juifs, qu’il s’agisse de la Shoah ou d’Israël. Nombre de ceux qui le situent à droite de l’échiquier politique, rétif à une France black-blanc-beur, seraient étonnés d’apprendre que, s’agissant du conflit israélo-palestinien, il soutient la création d’un État palestinien, les mouvements La Paix Maintenant, JCall, en un mot la gauche israélienne, si minoritaire en ce moment. Personnellement, mes pensées côtoient avec sympathie, depuis longtemps, ce Finkielkraut-là, celui qui a pressenti le danger négationniste dès sa naissance, celui qui voit Israël se fourvoyer dans la colonisation des territoires palestiniens, celui qui fut l’un des premiers à dénoncer l’agression serbe. Mais son alignement de fait sur les thèses de l’extrême droite à propos de l’immigration et des transformations de la société française me révolte.

Il y aurait ainsi deux Finkielkraut, au moins. Comme tout un chacun, il est double, triple, quadruple, mais ce qui nous intéresse ici c’est le dédoublement entre cette identité de droite et de gauche. Certes, cette non-congruence peut aller de soi, mais il est quand même frappant qu’il soit, d’un côté, un intellectuel juif critique sur le conflit israélo-palestinien, au sens de Traverso, et un intellectuel français conservateur, réactionnaire, de l’autre.

On serait tenté de lui conseiller de rejoindre le Juif qui est en lui.